

**Discours de Loïg Chesnais-Girard,  
Président de la Région Bretagne**

Session du Conseil régional de Bretagne

11 octobre 2023

*Seul le prononcé fait foi*

Bretonnes,

Bretons,

Cher.es ami.es,

Cher.es collègues,

J'aimerais ne pas débiter quasi-systématiquement chaque session en faisant état d'une situation de violence inacceptable, dont la portée nous sidère, encore une fois. Et encore une fois cependant, il faut prendre la parole pour condamner, condamner les actions terroristes du Hamas qui se sont déroulées le weekend dernier. Toujours condamner l'horreur et l'indignité. Et redire, même au milieu du fracas des armes, le respect impératif du droit international humanitaire et l'impérieuse nécessité du dialogue pour construire le chemin vers la paix et la dignité. Il n'y a pas d'autre issue que la politique pour assurer la sécurité et la dignité auxquelles ont droit les hommes, les femmes et les enfants qui vivent en Israël et à Gaza.

*[Pour toutes ces victimes, je vous propose une minute de silence.]*

Je n'oublie pas qu'en Ukraine aussi, les armes parlent toujours plus que les hommes.

Aussi je souhaite redire dans cet hémicycle, toute l'importance du dialogue, basé sur le respect de l'autre et ancré dans l'écoute. C'est ce qui nous réunit aujourd'hui, le dialogue démocratique. Nous voyons quotidiennement combien il est fragile et précieux, soyons heureux d'en bénéficier et d'y contribuer.

---

Lors de cette rentrée, l'attention s'est focalisée sur la Bretagne. Avec deux grands moments, le Forum Economique Breton, avec le Congrès des régions de France. Des hommes et des femmes de toute l'Europe sont venus débattre de sujets qui nous sont chers à toutes et tous, en France et dans l'Union Européenne. De nombreux ministres, et la Première ministre à deux reprises, se sont aussi déplacés en Bretagne ces dernières semaines. Avec les enjeux qui sont face à nous, il y a une effervescence ici pour trouver des solutions d'avenir. Pour ma part, je suis persuadé que c'est une décentralisation assumée, plus d'autonomie dans la République, inscrite de manière universelle dans la Constitution, qui permettra de renforcer toutes les collectivités, et sera source de solutions pour l'avenir. Aussi je fais mienne la proposition d'écriture de Jean-Jacques Urvoas de l'article 73.

Les pouvoirs locaux sont un antidote aux populismes. Les renforcer, c'est lutter contre la prolifération des extrêmes. Nous avons fait des propositions en ce sens et je salue et remercie d'ailleurs sur les bancs de cet hémicycle les élu.es qui y ont travaillé, avec sérieux et sens républicain, par-delà nos visions respectives. Au-delà des postures partisans, nous sommes des régionalistes sincères et des décentralisateurs convaincus.

Les annonces du Président de la République devant l'assemblée corse fin septembre ont été l'occasion de l'interpeller à nouveau sur les attentes et les

ambitions de la Bretagne. Et de souligner l'envie de la Bretagne de participer, dans un dialogue construit, aux solutions de demain pour répondre aux crises qui traversent la société française, qu'il s'agisse de la crise écologique ou de la crise démocratique.

Pour la Bretagne, je souhaite ainsi plus de décentralisation car « *c'est la création de foyers de libertés* » comme disait Clémenceau.

Ce rapport de l'assemblée régionale offre donc des avancées en ce sens pour notre région et au-delà, grâce à ses propositions pragmatiques et concrètes. Je fais confiance aux parlementaires bretons, dont deux nouveaux sénateurs régionaux, que je félicite, pour nous aider dans les débats futurs.

En premier lieu sur les enjeux de mobilité. La mobilité est essentielle aujourd'hui, c'est une attente forte des Bretonnes et des Bretons et malheureusement, c'est une liberté qui coûte cher aujourd'hui. Notre responsabilité est d'offrir cette liberté à tous, aux jeunes, aux étudiants, aux salariés, comme aux retraités. La mobilité est désormais au cœur des questions de pouvoir d'achat. Car alors que le pouvoir d'achat baisse du fait de l'inflation généralisée, les coûts de la mobilité, eux, augmentent. Or, nous avons tous pris des habitudes de circulation qu'il est nécessaire désormais de faire évoluer. A la fois pour éviter les restrictions de mobilité pour une partie croissante de la population, pour la préservation du pouvoir d'achat, en permettant notamment de lâcher la deuxième voiture, et pour la planète.

Cette situation appelle de nouvelles solutions.

Il est indispensable à mon sens de travailler, toujours, à l'accessibilité pour tous. L'accès à un moyen de transport public, partout en Bretagne, à un tarif

abordable, c'est une question d'équité qui est non négociable. Que ce soit avec nos trains, nos cars ou nos bateaux.

La mobilité en Bretagne, c'est aussi de pouvoir emprunter les routes du ciel. En tenant compte des contraintes environnementales et de la nécessité de raccorder toute la péninsule bretonne au reste de la France et du monde. Pour relever ces défis, confortons le rôle de la plateforme brestoise et privilégions l'intelligence territoriale. De Nantes à Rennes en passant par Lorient, organisons la coopération entre nos plateformes plutôt que la concurrence. Nous débattons de la stratégie aéroportuaire bretonne pendant cette session.

L'accessibilité, c'est la liberté. Je suis attaché à préserver la possibilité, pour les jeunes, comme pour les personnes âgées, d'aller voir la mer, flâner dans un musée à Saint-Brieuc, à Quimper ou à Rostrenen, la possibilité de découvrir quelque endroit magique nouveau sur le territoire. Mon objectif, c'est ouvrir le champ des possibles pour les Bretonnes et les Bretons, et créer du lien. Pour le quotidien, comme pour le voyage lointain.

Nous avons tous conscience que c'est un des enjeux du moment et nous sommes fiers de voter l'accord Bretagne Sud, qui est historique, avec trois rames achetées. C'est un acte fondateur pour Breizhgo Express Sud. La Région et les intercommunalités, grâce à un dialogue nourri, ont su mutualiser leurs forces pour améliorer le service public de transport aux citoyens. C'est ça l'esprit du pacte breton et de Bretagne Mobilités ! Cela va permettre de répondre à des attentes de nos concitoyens qui ont été très clairement exprimées. Et rapidement, car c'est dans deux ans ! Des TER toutes les 30 minutes en heure de pointe. 21 circulations supplémentaires par jour et 47 % d'arrêts TER en plus, et pas uniquement dans les grandes villes ! C'est la première brique de Bretagne

Mobilités. Nous ouvrons désormais d'autres discussions, entre Brest et Morlaix, avec la couronne briochine, le grand Rennes...

Mais pour faire rouler nos trains et nos cars il faut bien des routes et des rails... Nous avons donc un Contrat de Plan Etat-Région à l'ordre du jour de cette session. Il est le fruit d'intenses échanges au cours des dernières semaines, avec l'ensemble des partenaires et je me félicite que le dialogue de qualité entretenu avec le gouvernement me permette de le présenter à cette session. Ce CPER a vocation à répondre aux attentes des citoyens, aux enjeux d'équilibre du territoire, et aux transitions de nos modèles de transport de marchandises avec le fret ferroviaire. Le CPER, il doit ancrer notre économie dans le 21<sup>ème</sup> siècle.

Et comme le CPER ne suffisait pas, nous avons ajouté de l'argent sur les ports, suite à mon tête-à-tête avec la Première ministre Borne. C'est une spécificité bretonne ! Ce sont des millions d'euros qui seront bien utiles M. le Vice-président, pour assurer notre plan d'investissement pour les ports. Pour nos infrastructures portuaires, qui sont ouvertes sur le monde, qui servent à la pêche mais qui ont aussi un impact sur notre développement économique, notre tourisme, notre environnement... Autant de zones d'activité économique, qui irriguent ensuite l'entièreté de notre Bretagne.

Ces ports, ils offrent un relief particulier, ils donnent un visage à notre région. C'est une grande fierté de piloter les ports, mais c'est aussi d'une complexité redoutable.

En vous parlant des ports, je dois évidemment vous dire quelques mots sur la crise que rencontrent les pêcheurs. Ici en Bretagne, mais dans toute l'Europe aussi.

Ce que connaît la pêche aujourd'hui, c'est ce que connaîtront d'autres pans de l'économie bientôt. C'est le mur de la fin des hydrocarbures. C'est la nécessité urgente et impérieuse de décarboner.

Pour le secteur de la pêche comme pour les hommes et les femmes de l'industrie de transformation, ce que nous mettrons en place pour la filière, sera utile pour le reste de l'économie qui fera face au même défi.

La crise de la pêche, c'est aussi toucher à la question de la souveraineté alimentaire. Quand il n'y aura plus de pêche bretonne, d'où viendra le poisson de nos assiettes ? Et dans quelles conditions aura-t-il été pêché ? Voudra-t-on d'un poisson issu d'une usine lointaine qui recourt à du travail forcé ?

Laisser s'effondrer la filière aujourd'hui reviendrait à nous lier les mains pour l'avenir.

Alors certes, la temporalité de la transition est complexe. Elle implique un soutien important à court terme, que la Région ne peut assumer seule. Mais à long terme, une flotte décarbonée est une chance et une solution durable. Il faut donc gérer l'urgence et en parallèle préparer l'avenir.

Gérer l'urgence, préparer l'avenir. C'est aussi valable pour la crise du système de santé que nous connaissons. Sur ce sujet, la parole est ancienne en Bretagne, notamment à travers un vœu de « *Soutien aux hôpitaux publics, à leurs agents et au développement de l'offre de Santé en Bretagne* » de notre hémicycle en décembre 2021. Crise historique, majeure, elle est crise des moyens humains et financiers. Elle concerne tant l'hôpital que la médecine de ville. La difficulté d'avoir un généraliste près de chez soi, une personne humaine à qui l'on peut s'adresser, ce n'est pas que dans quelques zones blanches, cela concerne désormais tout le territoire de Bretagne.

Lors de cette session, nous présenterons l'avis du Conseil régional sur le Plan Régional de Santé. Si ce document n'est pas à la hauteur de la gravité de la crise, les propositions régionales vont dans le sens d'un dialogue constructif avec l'ARS, tant sur sa gouvernance, la formation et l'accompagnement à l'installation, les conditions de travail des soignants, le maillage territorial, la santé mentale et la santé des femmes. Concernant la crise de l'hôpital à Carhaix, l'hôpital de tout le Centre Ouest de Bretagne, j'ai demandé au Ministre il y a quelques jours de mettre en place une action de médiation.

Encore une fois, les solutions passeront par un dialogue renforcé. Ecouter et répondre aux préoccupations du moment, tout en ne négligeant pas d'anticiper et de préparer l'avenir. N'attendons pas la collision.

Et ce n'est pas en semant la zizanie, en attisant les conflits que nous parviendrons à des solutions pour l'ensemble des Bretonnes et les Bretons. Les enjeux sur lesquels nous travaillons ne se résument pas uniquement à l'actualité du moment.

J'ai inauguré jeudi dernier Deux Trains sur une Même Voie, mais cela s'est construit avec les engagements dans le CPER d'il y a 7 ans !

J'ai inauguré le lycée Mona Ozouf à Ploërmel, mais c'est l'aboutissement de 20 ans de travail !

Alors restons humbles, et mettons-nous à la tâche, par un dialogue constructif, au service des Bretonnes et des Bretons, et au service de leur avenir.

Je vous remercie.